



Groupe UC-FLNKS et NATIONALISTES



COMMUNIQUE DE PRESSE

En vue de la tenue de la Conférence Economique Sociale et Fiscale des 20 et 21 Août 2014, le Groupe UC-FLNKS et Nationalistes, tient à faire part de plusieurs constats :

- Le Groupe n'a pas été associé aux travaux préparatoires de cette conférence.
- Philippe GERMAIN, en charge de l'organisation de cette conférence est passé outre l'esprit de solidarité et de collégialité sensé primer sur ces dossiers sensibles, en s'accaparant du dossier sans même y faire participer les autres membres du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.
- Ladite conférence est bâtie sur les Accords économiques et sociaux du 12 Juin 2012 et sur le Protocole de fin de conflit vie-chère du 27 Mai 2013, résultant des travaux des « commissions spéciales vie chère » (intersyndicale-USTKE et patronales), présidées entre 2012 et 2014 par Roch WAMYTAN, alors président du Congrès.
- La préparation de cette conférence n'a pas pris en compte les travaux de la « commission spéciale Fiscalité » présidée par Mme Caroline MACHORO-REIGNIER, travaux basés sur le rapport de Jean-Pierre LIEB, inspecteur général des finances et ancien chef du service juridique de la fiscalité à la Direction Générale des Finances Publiques, rapport commandé par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Il nous faut, par ailleurs, rappeler ici le sort réservé à la TGA tant attendue par les calédoniens, votée une première fois par le Congrès en Janvier 2012, puis repoussée par les non-indépendantistes, cette conférence risquant de déboucher sur le report sine die de cet impôt.
- La Nouvelle-Calédonie dispose déjà d'études et d'analyses de très haut niveau tel le rapport du professeur WASMER et celui de l'Autorité de la concurrence. Il ne reste plus qu'à appliquer, avec un courage politique, les scenarii posés, afin d'entamer une véritable réforme structurelle de l'économie calédonienne.
- Lier le discours de politique général du Gouvernement, prévu le 29 Août, aux conclusions de cette conférence, apparaît comme une tentative des signataires du Contrat de Gouvernance Solidaire, de s'approprier et de détourner certaines de ces réformes économiques, fiscales et sociales à engager, dans le sens de leurs intérêts politiques.
- S'il est important d'associer les acteurs socio-économiques aux travaux et décisions des institutions, il est indéniable que seuls les élus ont la responsabilité du vote final, selon les différents axes de politiques publiques et selon le mandat qui leur a été dévolu après les dernières élections. Dans cet esprit, le Groupe UC-FLNKS et Nationalistes s'attachera à se conformer aux dispositions des Accords socio-économiques du 12 Juin 2012 et du Protocole de fin de conflit vie chère du 27 Mai 2013.

Aussi, le Groupe UC-FLNKS et Nationalistes se voit dans l'obligation de décliner l'invitation faite, d'assister à la Conférence Economique, Sociale et Fiscale des 20 et 21 Août 2014.

Le chef de Groupe Roch WAMYTAN

Le 19 Août 2014